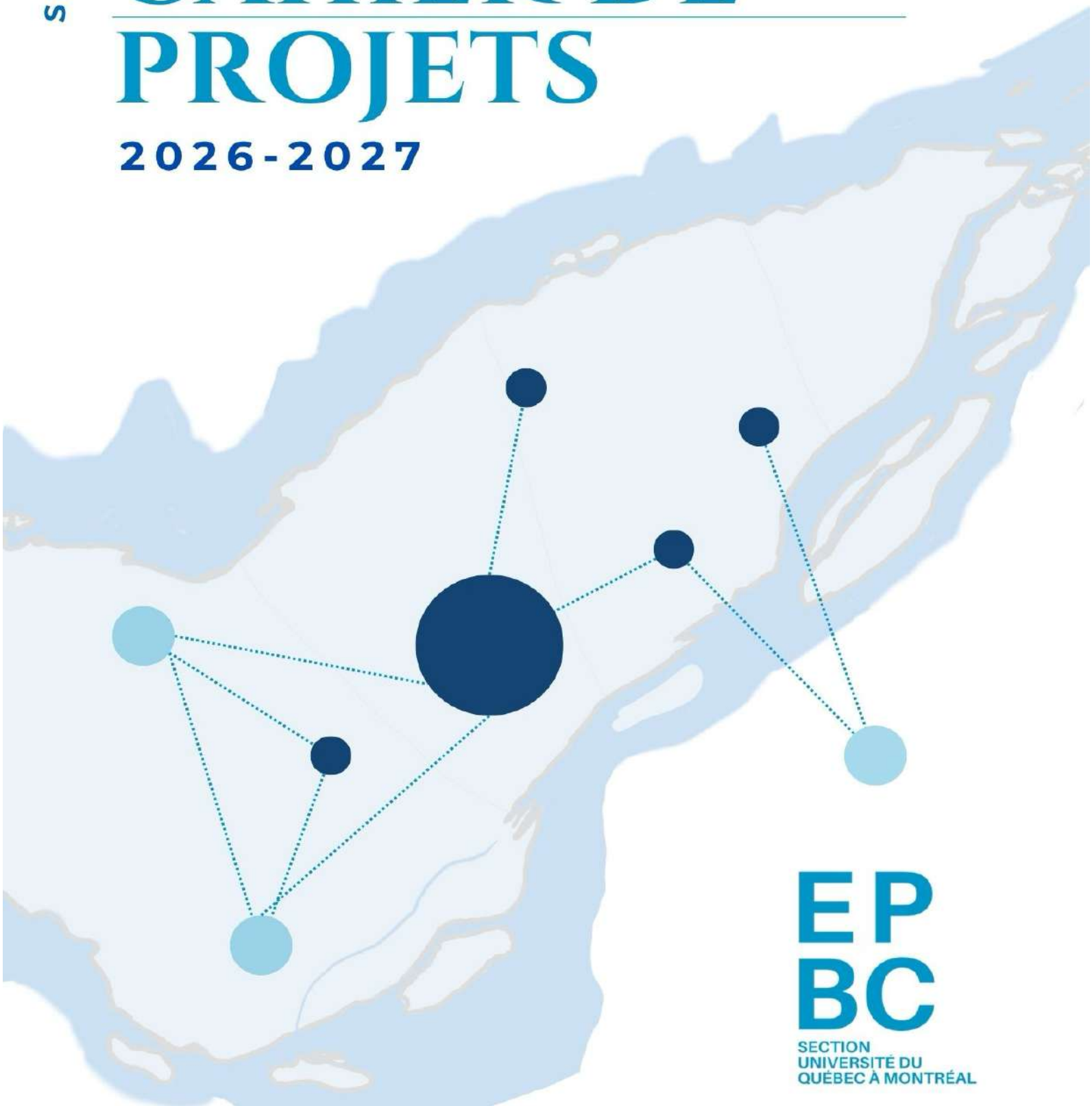
SECTION UQÀM

CAHIER DE PROJETS

2026-2027



EPBC

SECTION
UNIVERSITÉ DU
QUÉBEC À MONTRÉAL

SOMMAIRE

ÉTUDIANT-E-S PRO BONO DU CANADA 4

PRO BONO UQAM 4

Pourquoi s'impliquer *6*

Être bénévole *7*

COMMENT S'INSCRIRE? 8

LES PROJETS 9

Association des locataires de Villeray (ALV) **10**

Le projet : Vulgarisation juridique en droit du logement *10*

Auberge communautaire du Sud-Ouest (ACSO) **11**

Le projet : Loger. Travailler. Connaître ses droits. *11*

Centre de pédiatrie sociale en communauté d'Hochelaga affilié à la Fondation Dr Julien **12**

Le projet : Comité des droits des enfants *12*

Centre de pédiatrie sociale en communauté - Longueuil **13**

Le projet : Les droits des enfants dans une approche ludique et participative! *13*

Centre des femmes solidaires et engagées **14**

Le projet : Information juridique de proximité! *14*

Clinique Droits Devant **15**

Le projet : Guide d'information juridique – Ticket&cie *15*

Clinique juridique du Grand Montréal (CJGM) **16**

Le projet : Volet Consultation juridique *16*

Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA) **17**

Le projet : droits des personnes vivant avec le VIH *17*

Droit et soins de Santé (DSS) – Projet interne **18**

Le projet : Repères – droit et soins de santé *18*

Inform'Elle **19**

Le projet : Chroniques en droit de la famille *19*

Jeune Barreau de Montréal **20**

Le projet : Aide à la recherche et à la rédaction de billet sur le Blogue du CRL *20*

Juristes à domicile **21**

Le projet : juristes à domicile *21*

Lakay – Chez Nous **22**

Le projet : Droit et profilage *22*

Organisation populaire des drots sociaux (OPDS) **23**

Le projet : Vigie juridique – Droits économiques et sociaux *23*

Le PiaMP **24**

Le projet : Droit et intervention : repères pour la pratique *24*

Programme Allô – Service logement **25**

Le projet : Logement étudiant : connaître ses droits *25*
Regroupement des aveugles et amblyopes du montréal métropolitain **26**
Le projet : Mobilité urbaine et droits des personnes aveugles et amblyopes *26*
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) **27**
Le projet : révision du droit au logement au québec *27*
Service d'Entraide passerelle **28**
Le projet : Ateliers en droit de la famille *28*
NOS PARTENAIRES FINANCIERS 29

QUI SOMMES-NOUS ?

ÉTUDIANT-E-S PRO BONO DU CANADA

Étudiant.e.s Pro Bono du Canada (EPBC) est une organisation nationale ayant des sections dans 22 facultés de droit à travers le pays. Fondé en 1996, à l'Université de Toronto, EPBC a pour mission d'accroître et d'améliorer l'accès à la justice en offrant une aide juridique professionnelle de grande qualité aux citoyens et citoyennes à faible revenu et aux organismes sans but lucratif. Tous les ans, environ 1 600 étudiant-e-s en droit s'impliquent bénévolement auprès de EPBC, consacrant ainsi environ 120 000 heures de services juridiques gratuits à environ 400 à 500 organismes partout au Canada. (Pour plus d'information, voir : www.probonostudents.ca).

PRO BONO UQAM

La Section UQAM d'*Étudiant.e.s Pro Bono du Canada* « Pro Bono UQAM », a pour mandat de développer des projets d'accès à la justice et de défense collective de droits ainsi que de jumeler des étudiant-e-s en droit avec nos organismes communautaires, cliniques juridiques et autres organisations partenaires ayant des besoins de nature juridique. Pro Bono UQAM s'inscrit dans l'objectif du département des sciences juridiques de l'UQAM qui vise la formation de juristes qui seront sensibilisé·es à la justice sociale et qui, à cette fin, pourront intervenir largement à la défense et à la promotion des droits des personnes. Pro Bono UQAM participe ainsi aux multiples missions de justice sociale poursuivies par ses organismes partenaires. Sous la supervision d'un·e juriste, cette implication permet à la fois d'offrir une expérience pratique aux étudiant-e-s en droit et de démocratiser le droit en le rendant plus accessible dans la communauté.

L'ÉQUIPE 2026-2027

Équipe de coordination 2026-2027 : Colin Renaud et Tricia Lacasse

Bureau : Département des sciences juridiques, local W-2250

Courriel : probono.uqam@gmail.com

Page Facebook : Réseau national d'étudiant-e-s Pro Bono / UQAM

Page LinkedIn : EPBC - Section UQAM

Instagram : @probono.uqam

Site web: www.probono.uqam.ca

Chargées de projet

Droit et soins de santé : Léa Emmanuelle Messier et Camille Marette

Courriel : droitsante.probonouqam@gmail.com

Nouveaux projets : Nour Zaher

Courriel : cp.probonouqam@gmail.com

POURQUOI S'IMPLIQUER?

1.

FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE

Favoriser l'accès à la justice et poursuivre les missions de justice sociale menées par nos différents partenaires

2.

DÉVELOPPER DES HABILETÉS PROFESSIONNELLES

Améliorer ses capacités de recherche, d'animation de groupe, de communication et de travail d'équipe.

3.

DÉCOUVRIR OU CONFIRMER DES INTÉRÊTS

Découvrir de nouveaux domaines de droit ou de nouvelles façons de pratiquer « le droit ».

4.

DÉVELOPPER UN RÉSEAU

Rencontrer d'autres étudiant·es impliqué·es partout au Québec, des expert·es communautaires et des juristes expert·es dans leurs domaines.

5.

METTRE EN PRATIQUE SES CONNAISSANCES

Mobiliser les acquis développés durant les cours au profit de la communauté.

6.

APPRENDRE !

EP
BC
SECTION
UNIVERSITÉ DU
QUÉBEC À MONTRÉAL

Être bénévole en Point clés

PROJETS JURIDIQUES STRUCTURÉS

Chaque projet est encadré par l'organisme partenaire, en plus de l'équipe de coordination d'EPBC-UQÀM.

IMPLICATION RAISONNABLE

De 3 à 5 heures par semaine, avec des horaires souvent flexibles, d'octobre à mars et une pause en décembre.

CONCILIATION

Nous veillons à ce que l'implication demeure compatible avec les études, le travail, la famille et la vie personnelle.

VARIÉTÉ DES IMPLICATIONS

Recherche, consultations individuelles, animation d'ateliers et création d'outils juridiques : choisissez un projet qui correspond à vos intérêts.

RESSOURCES ET EXPERT·ES

Des avocat·es offrent rétroaction, conseils et soutien tout au long du projet. Vous bénéficierez de leur expertise et leur savoir-faire.

ORGANSIMES PARTENAIRES

Nos partenaires accompagnent les bénévoles et leur font découvrir des réalités concrètes du milieu communautaire.

COMMENT S'INSCRIRE?

Vous êtes étudiant.e en première année ? Bonne nouvelle ! Les étudiant·es au baccalauréat en droit peuvent s'impliquer au sein de Pro Bono. Certains projets requièrent toutefois d'être en deuxième ou en troisième année.

Les projets sont également ouverts aux étudiant·es de cycles supérieurs qui détiennent un baccalauréat en droit ou une formation jugée équivalente. Certains projets sont ouverts aux étudiant·es du BRIDI si les prérequis sont respectés.

Voici la démarche à suivre pour vous inscrire :

1. Assister à l'activité de lancement (10 septembre 2026 à 17h, A-M640 (Bar verrière))

2. Lire les descriptions de projet du présent cahier.

3. Déterminer les 3 projets pour lesquels vous avez le plus d'intérêt, en faisant attention à bien rencontrer les prérequis, s'il y a lieu.

4. Compléter le formulaire d'inscription en ligne :

   https://forms.gle/N6v5FkBpRYTQ9XKz5

   Dans ce formulaire, vous serez invité·e à écrire vos motivations et à détailler les expériences et compétences acquises pertinentes en lien avec chacun des projets qui vous intéressent.

Le tout doit être complété et envoyé **AU PLUS TARD LE SAMEDI 19 SEPTEMBRE 2026 À 23:59.** Nous procéderons alors au processus de sélection et d'assignation des projets. Compte tenu des places limitées pour chaque projet, nous ne pouvons pas garantir que nous retiendrons l'un de vos premiers choix. Nous nous efforcerons toutefois de vous attribuer un projet pour lequel vous avez démontré un intérêt. Vous aurez rapidement de nos nouvelles pour vous dire à quel projet vous serez assigné.

BONNE INSCRIPTION !

À NOTER : Pro Bono UQAM requiert pour toutes et tous ses bénévoles d'assister à une **formation obligatoire et en présentiel** en début d'année. Celle-ci aura lieu le mercredi 23 septembre **à 12 : 40.** SVP, nous aviser le plus tôt possible si vous êtes dans l'impossibilité d'y assister.

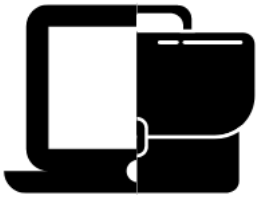
Certains projets nécessitent également la formation *Pratique en contexte sociojuridique.* La participation obligatoire à cette formation est inscrite dans les descriptions de projets pour lesquels elle est obligatoire. Celle-ci aura lieu le mercredi 7 octobre **à 12 : 40.** SVP, nous aviser le plus tôt possible si vous êtes dans l'impossibilité d'y assister.

LÉGENDE

Domaine(s) de droit

Nombre d'étudiant·es recruté·es

Travail à distance uniquement



Travail à distance et au sein de l'organisme

Projet conjoint

Contact avec les Usager·ères

Travail au sein de l'organisme

Horaire régulier ou flexible

LEXIQUE

Les projets conjoints : Il s'agit d'un projet qui s'effectue conjointement avec une ou plusieurs autres université(s). La supervision du projet peut relever de l'UQAM ou d'une autre université participant au projet.

Travail au sein de l'organisme : L'étudiant·e devra se déplacer régulièrement dans l'organisme ou autre lieu en lien avec son projet. Ce déplacement sera nécessaire toutes les semaines pour assurer une permanence ou de façon assez régulière.

Contact avec les usager·ères : Le travail de l'étudiant·e l'amènera à être en contact avec la population desservie par l'organisme. L'étudiant·e doit donc être à l'aise avec la nature qu'un tel travail implique.

Exigences : Il est absolument nécessaire de remplir ces conditions pour être admissible au projet. On ne peut pas y déroger.

Atouts : Il n'est pas nécessaire de remplir ces conditions pour être admissible au projet. Cependant, en les remplissant il y a plus de chance d'être choisi pour effectuer le projet.

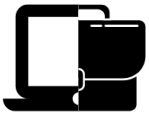
Avis vs Information juridique : L'information juridique est une description générale et objective de l'état actuel de la loi et n'est pas basée sur des faits spécifiques. L'avis juridique est une opinion subjective sur l'application de la loi à une situation factuelle spécifique. Le Barreau du Québec n'autorise pas les étudiant·es à fournir des avis juridiques et les étudiant·es ne sont pas assuré-e-s pour fournir des avis juridiques donc les bénévoles Pro Bono UQAM ne fournissent que de l'information juridique.

ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE VILLERAY (ALV)

Droit du logement

Étudiant·es

4 à 5 heures
flexible


Travail à distance et
au sein de l'organisme

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Fondée en 1977, l'Association des locataires de Villeray (ALV) est un organisme à but non lucratif voué à la défense des droits des locataires et à la promotion du droit au logement dans le quartier de Villeray. L'ALV offre quotidiennement des services d'accueil aux locataires pour répondre aux questions des citoyens et citoyennes, elle donne des ateliers d'informations, et elle participe à diverses mobilisations en plus d'être activement impliquée dans la concertation locale. Elle accompagne les citoyens et citoyennes dans la constitution d'initiatives ayant pour but de développer le logement hors marché spéculatif.

LE PROJET : VULGARISATION JURIDIQUE EN DROIT DU LOGEMENT

Le projet consiste à vulgariser de l'information juridique sous la forme d'ateliers ou de capsules vidéo, ainsi que par la création de fiches d'information diffusées sur le site Web de l'organisme. Les usagers et usagères de l'organisme pourront bénéficier de ces outils.

Les sujets seront déterminés selon les besoins de l'organisme et seront abordés dans une perspective de défense des droits des locataires. Par exemple, et sans s'y limiter, les étudiant·es pourront travailler sur des thèmes tels que le processus devant le Tribunal administratif du logement et le déroulement des audiences, le harcèlement en contexte locatif, les droits des locataires victimes de violence conjugale ou sexuelle, les accommodements liés au handicap ou encore les développements législatifs et jurisprudentiels récents en matière de logement.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir réussi au moins un cours de droit

Atouts :

- Avoir suivi le cours *Droit du logement* ou y être inscrit·e (JUR6546).
- Connaissance de l'anglais.

FORMATION(S) OFFERTE(S) PAR L'ORGANISME

Une formation pour présenter l'ALV et ses enjeux sera offerte. Selon les disponibilités des formations, l'étudiant-e pourrait également avoir la chance d'assister à quatre formations virtuelles portant sur le droit du logement, les procédures à la régie du logement, les hausses de loyer et la salubrité au cours de l'année afin de bien informer les usagers de l'organisme.

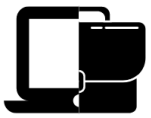
AUBERGE COMMUNAUTAIRE DU SUD-OUEST (ACSO)

Droit du travail et du logement

Étudiant·es

3-5 heures - flexible

Contact avec les usager·ères



Travail à distance et au sein de l'organisme

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

L'Auberge communautaire du Sud-Ouest fut créée en 1983 par un groupe d'intervenants du Sud-Ouest afin de répondre aux besoins croissants des jeunes adultes de Montréal en perte d'autonomie économique et sociale. Nous souhaitons que tous les jeunes adultes en situation de précarité économique et sociale aient les outils et les ressources pour reprendre le contrôle de leur vie en favorisant l'estime de soi, l'autonomie, la confiance et le sentiment d'appartenance afin de vivre en harmonie avec eux-mêmes, leur communauté, trouver leur place dans la société et réaliser leurs rêves.

LE PROJET : LOGER. TRAVAILLER. CONNAÎTRE SES DROITS.

Ce projet vise à transmettre aux usager·ères et aux résident·es de l'organisme des outils pratiques en matière de droit du logement et de droit du travail. L'information juridique sera transmise au moyen d'ateliers interactifs. Un atelier sera offert à la session d'automne et un second à la session d'hiver. L'un portera sur le droit du logement, tandis que l'autre portera sur le droit du travail. Les ateliers pourront notamment porter sur les normes du travail, la santé et la sécurité au travail, le rôle de la CNESST, les principaux droits et obligations des locataires ainsi que les recours en matière de logement et les démarches à entreprendre pour les exercer. En soutien à leurs ateliers et selon les besoins de l'organisme, les étudiant·es développeront des outils de vulgarisation juridique, tels que des fiches d'information, des affiches ou des dépliants, présentant des informations juridiques adaptées et vulgarisées.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir complété minimalement un cours du module droit social et du travail OU être inscrit·e à un tel cours au moment de débuter le projet et avoir une expérience pertinente.
- Une expérience professionnelle ou académique touchant le droit du travail ou du logement peut être considérée suffisante (relation industrielle, gestion des ressources humaines, défense de droit des locataires, etc.).

Atouts :

- Avoir suivi le cours *Droit du logement* ou y être inscrit·e (JUR6546) ou *Droit des rapports individuels du travail* (JUR6581).
- Avoir une expérience d'animation de groupe ou d'atelier.

FORMATION(S)

L'organisme ne prévoit pas donner de formation. Toutefois, il invite les étudiant·es bénévoles à venir prendre le repas au sein de l'organisme afin de bien cerner les besoins.

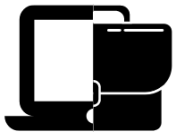
Formation offerte par EPBC-UQÀM *: Pratique en contexte sociojuridique* – mercredi 7 octobre de 12h40 à 13h50.

CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ D'HOCHELAGA AFFILIÉ À LA FONDATION DR JULIEN

Droit des enfants

Étudiant·e

Contact avec les usager·ères



Présence obligatoire pour les activités, mais travail à distance possible pour la recherche.

Mardi de 15h00 à 18h00. Flexible pour la recherche

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Le CPSC d'Hochelaga est ancré dans sa communauté et offre des soins et services aux enfants en situation de vulnérabilité du quartier dans le respect de leurs droits fondamentaux. Grâce à son équipe multidisciplinaire (pédiatres, avocate médiatrice, travailleuses sociales, thérapeutes, éducatrices, etc.), le CPSC d'Hochelaga soigne et outille les enfants pour la vie.

LE PROJET : COMITÉ DES DROITS DES ENFANTS

Chaque semaine, le mardi, une dizaine de jeunes d'âge fin primaire-début secondaire se réuniront pour participer aux activités du Comité des droits. Ce projet comporte deux volets : un volet de coanimation (contact direct avec les enfants), et un autre de recherche. En soutien à l'avocate médiatrice et/ou de l'intervenante psychosociale, l'étudiant·e bénévole prendra part à la coanimation et à la planification hebdomadaires du Comité des droits des enfants de la Ruelle d'Hochelaga. L'objectif est de participer au développement des connaissances juridiques des enfants du Comité.

Les activités de recherche et de coanimation sont étroitement liées. Les recherches réalisées par l'étudiant·e serviront à préparer les rencontres du Comité, à répondre aux questions soulevées par les jeunes et à élaborer des activités de vulgarisation juridique adaptées à leurs intérêts et préoccupations.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Être généralement disponible les mardis entre 15h00 et 18h00.
- Compréhension écrite de l'anglais
- Un processus de nomination de bénévoles existe au sein des organismes lequel inclut une vérification d'antécédents des candidat·es sélectionné·es selon la procédure du SPVM

Atouts :

- Avoir suivi les cours *Droit international des droits des enfants* (JUR6643) ou *Droit des enfants et de la protection de la jeunesse* (JUR6522) ou *Droit des enfants et droit international* (JUR665N) ou y être inscrit.
- Connaissance accrue de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Avoir de l'expérience en animation de groupe ou avec les enfants.

FORMATION(S)

Formation offerte par EPBC-UQÀM : Pratique en contexte sociojuridique – mercredi 7 octobre de 12h40 à 13h50.

Formations en ligne offertes par l'organisme : des formations sur l'introduction à la pédiatrie sociale en communauté et sur les 7 principes des droits de l'enfant seront données aux étudiant·es lors du projet.

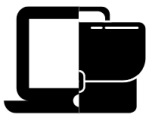
CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ - LONGUEUIL

Divers domaines de droit

Étudiant·e

3-5 heures - régulier

Contact avec les usager·ères



Travail à distance et au sein de l'organisme

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Centre de pédiatrie sociale en communauté de Longueuil

CERTIFIÉ FONDATION DR JULIEN

La création du Centre de pédiatrie sociale en communauté de Longueuil est née, en 2018, d'une volonté commune de plusieurs acteurs du milieu de répondre aux besoins criants des enfants et des familles vivant en situation de grande vulnérabilité. Ensemble, nous avons rêvé d'un lieu où les soins de santé, les services psychosociaux et l'accompagnement juridique seraient offerts de façon intégrée, humaine et ancrée dans la communauté. En misant sur la proximité, dans les quartiers où vivent les enfants, nous accompagnons chaque jeune en tenant compte de sa réalité, de ses forces et de son environnement.

LE PROJET : LES DROITS DES ENFANTS DANS UNE APPROCHE LUDIQUE ET PARTICIPATIVE!

Le projet vise à sensibiliser les enfants qui participent aux activités de l'organisme à leurs droits et aux règles qui encadrent notre société. Pour aborder ces sujets, une approche ludique sera utilisée, notamment par l'entremise de jeux, d'ateliers interactifs, de mises en situation et de discussions adaptées à leur âge. Les activités permettront aux jeunes de développer leur compréhension générale de notions juridiques, de réfléchir à des situations concrètes de leur quotidien et de renforcer leur capacité à faire valoir leurs droits fondamentaux tout en respectant ceux des autres. Selon le temps disponible et les intérêts de l'étudiant·e, celui-ci ou celle-ci pourrait également contribuer à la vulgarisation, à la mise à jour et à la révision de documents d'information juridique utilisés dans le cadre des interventions de l'organisme, notamment ceux destinés aux parents et aux personnes qui accompagnent les jeunes.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Être disponible une fois par semaine, en présentiel, de 16h15 à 17h45
- Adhérer à la mission de l'organisme
- À noter également qu'un processus de nomination de bénévoles existe au sein des organismes lequel inclut une vérification d'antécédents des candidat(e)s sélectionné(e)s selon la procédure du SPVM

Atouts :

- Une expérience d'animation ou d'intervention auprès des enfants est un atout.
- Être à l'aise avec les enfants et à parler devant un groupe.

FORMATION(S)

Formations offertes par l'organisme :

- Introduction à la pédiatrie sociale en communauté et 7 principes des droits de l'enfant

Formation offerte par EPBC-UQÀM *: Pratique en contexte sociojuridique* – mercredi 7 octobre de 12h40 à 13h50.

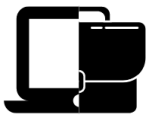
CENTRE DES FEMMES SOLIDAIRES ET ENGAGÉES

Divers domaines de droit (famille, immigration)

Étudiant**es**

3-5 heures - flexible

Contact avec les usagères



Travail à distance et au sein de l'organisme

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Le Centre des Femmes Solidaires et Engagées est un lieu d'échanges et d'actions visant à briser l'isolement de toutes les femmes travaillant dans une optique féministe et solidaire. L'organisme développe ses services en fonction des besoins des usagères

LE PROJET : INFORMATION JURIDIQUE DE PROXIMITÉ!

Ce projet vise à favoriser l'accès à la justice en offrant un accompagnement juridique individuel aux usagères de l'organisme. Le projet a pour objectif de soutenir les personnes dans leurs démarches juridiques en facilitant la compréhension des procédures, la navigation des ressources disponibles et la complétion de certains documents avec révision ou supervision étroite de l'avocate superviseure. Des formulaires/documents juridiques en droit de la famille et en droit de l'immigration seront identifiés par l'organisme conjointement avec les avocates avant le début du placement.

À travers une approche collaborative et centrée sur les besoins exprimés par les usagères, le projet cherche à contribuer au renforcement de l'autonomie, du pouvoir d'agir et de l'accès au droit. Les étudiantes seront amenées à informer l'usagère sur le processus judiciaire ou administratif et les différentes étapes de celui-ci, expliquer la nature d'un document particulier et les informations qui sont généralement demandées pour sa complétion, accompagner l'usagère dans la collecte et la consignation des éléments factuels relatifs à sa situation et accompagner à la complétion de formulaires et documents, sous réserve d'une révision ultérieure par l'avocate.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Être en 2e ou 3e année
- Projet non mixte (le projet n'est pas adapté pour des personnes s'identifiant comme homme)
- Sensibilité aux enjeux de violence et de discrimination systémique
- Un cours parmi les suivants : *Droit de l'immigration*, *Droit de la personne et des familles, Droit de la responsabilité civile, Droit des rapports individuels du travail.*

FORMATION(S)

Formations offertes par l'organisme : Une formation sur la procédure liée aux formulaires sera donnée par les avocates superviseures.

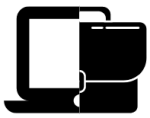
Formation offerte par EPBC-UQÀM : Pratique en contexte sociojuridique – mercredi 7 octobre 2026 de 12h40 à 13h50.

CLINIQUE DROITS DEVANT

Droit pénal et droit de la personne

Étudiant·es

3-5 heures - Flexible



Travail à distance et au sein de l'organisme

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

La Clinique Droits Devant a pour mission d'aider les personnes en situation d'itinérance, qui l'ont été ou qui sont susceptibles de l'être, à régulariser leur dossier judiciaire. Elle offre notamment des services d'information, de référence et d'accompagnement aux personnes tout au long de la procédure pénale et criminelle afin de faciliter l'exercice de leurs droits et de leurs recours. Elle forme les intervenants et intervenantes communautaires des services publics ou des organismes qui interviennent principalement en itinérance. Elle assure la sensibilisation des milieux juridiques et de la santé ainsi que du grand public, aux réalités des personnes en situation d'itinérance, qui l'ont été ou qui sont susceptibles de l'être, aux prises avec des problèmes de judiciarisation.

LE PROJET : GUIDE D'INFORMATION JURIDIQUE – *TICKET&CIE*

Le projet vise à développer, en collaboration avec l'équipe d'intervention et les usager·ères de l'organisme, un guide d'information juridique permettant de cartographier les droits, les recours et les ressources pour les personnes en situation d'itinérance qui ont reçu des contraventions à Montréal. Plus largement, le guide pourra présenter les différents programmes sociaux de la Cour municipale de Montréal et le dépôt de plainte à la *Commission des droits de la personne et de la jeunesse*. Dépendant du rythme de travail des étudiant·es et leur aisance, iels pourraient être amenés à accomplir d'autres tâches, telles que la révision des formations offertes aux organismes partenaires de la Clinique.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Bonnes capacités de recherche et autonomie

Atouts :

- Les cours *Droit pénal* (JUR 2536) et *Droit judiciaire* (JUR3511) sont recommandés, mais une expérience pertinente peut suffire.
- Expérience en science sociale ou intervention psychosociale.

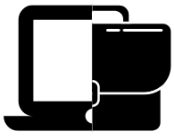
FORMATION(S)

Formation offerte par l'organisme : Une formation sur les réalités des personnes en situation d'itinérance sera offerte

CLINIQUE JURIDIQUE DU GRAND MONTRÉAL (CJGM)

Domaines de droit variés (administratif, public, immigration, criminel et pénal, famille et logement)

Étudiant·es



Travail au sein de l'organisme (le samedi) et à distance

3 à 5 heures (consultation un samedi sur deux en après-midi)

Contact avec les usager·ères

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Le mandat au sein de la Clinique juridique du Grand-Montréal est unique par sa pluralité d'opportunités. La Clinique est à la recherche d'étudiant·es motivé·es, mais surtout curieux-ses de s'impliquer de différentes façons. Notre offre de services inclut une clinique de consultations sans rendez-vous sur tous les domaines de droit, de l'accompagnement dans la rédaction de procédures, et la création d'ateliers d'éducation populaire.

LE PROJET : VOLET CONSULTATION JURIDIQUE

Consultation juridique : Un samedi sur deux, la Clinique juridique dessert le quartier en ouvrant ses portes, et en offrant des consultations juridiques gratuites. De fait, une équipe d'étudiant·es en droit est présente, prête à accueillir les usager·ères, et un·e avocat·e bénévole demeure aussi présent·e afin d'assurer une supervision aux étudiant·es, et de pouvoir octroyer des conseils sur place. La Clinique sans rendez-vous est non seulement bien établie à Montréal-Nord (samedi de 13h à 16h ou de 16h à 19h), mais aussi à Côte-des-Neiges (samedi de 14h à 17h). Le rôle de l'étudiant·e en consultation est de rencontrer l'usager, assurer une compréhension du problème juridique dont il est question, bien noter les faits nécessaires, procéder à la recherche, faire les suivis avec l'avocat·e et faire la rencontre de suivi avec l'usager pour transmettre l'information juridique.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Être en deuxième ou troisième année du baccalauréat. Possibilité pour les 1ères années en cas d'expériences pertinentes.
- Autonomie et sens de la réalité communautaire
- Être disponible lors des plages horaires de consultation (pour Côte-des-Neiges ET Montréal-Nord)

Atouts :

- Avoir des antécédents professionnels ou académiques qui ont des liens avec les types de droit demandés dans chacun des projets.
- Être bilingue et même trilingue.

FORMATION(S) OFFERTE(S)

Formations offertes par l'organisme : Formation obligatoire le 30 septembre.

Formation offerte par EPBC-UQÀM : Pratique en contexte sociojuridique – mercredi 7 octobre 2026 de 12h40 à 13h50.

COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QUÉBÉCOIS DE LUTTE CONTRE LE SIDA (COCQ-SIDA)

Divers domaines de droit (droits et libertés de la personne, travail, santé)

Étudiant·es

Travail à distance, mais possibilité d'aller à l'organisme

3 à 5 heures
Flexible

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

COCQ-SIDA
Membre de la Coalition Internationale Sida

Les actions de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA) s'enracinent dans une volonté commune de regrouper les différents acteurs communautaires de notre domaine d'intervention, en vue d'une action communautaire efficace et pertinente pour les personnes vivant avec le VIH au Québec.

LE PROJET : DROITS DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

Divers projets seront proposés au cours de l'année. Les étudiant·es auront l'occasion de travailler sur deux volets du secteur droit de la COCQ-SIDA. D'abord, le volet plaidoyer comporte du travail de rédaction et de recherche visant l'amélioration des lois et politiques ayant un impact sur la réalité des personnes vivant avec le VIH au Québec. La création d'outils de vulgarisation juridique fait également partie des tâches qui peuvent être confiées aux étudiant.es. À titre d'exemple, le travail dans le cadre de ce volet peut comprendre l'étude de projet de loi ou de nouvelles lois, du droit comparé ou de la rédaction juridique sous forme de fiche synthèse. Le second volet concerne l'information et les services juridiques offerts aux personnes vivant avec le VIH. Dans le cadre de ce volet, les étudiant.es seront appelé.es à effectuer des recherches appliquées en fonction des besoins qui se présentent dans les dossiers gérés par le coordonnateur du Service VIH Info-Droits. En fonction de la progression de l'étudiant·e et des occasions qui se présentent, nous tentons également de donner des expériences directes avec les usager·ères du service, notamment lors d'entretien d'ouverture de dossier. Les domaines de droit pratiqués au service sont variés, incluant le droit de la personne, le droit criminel, et/ou le droit du travail.

Enfin, des tâches complémentaires peuvent également faire partie du mandat et développer au courant du projet, si le temps le permet. Lesdites tâches seront discutées avec l'organisme avant leur développement. Par exemple, la création d'infographie en lien avec le travail effectué.

EXIGENCE(S)

Exigences :

- Ouvert aux premières années, sous condition d'avoir de bonnes habiletés de recherche et de rédaction.
- Être très autonome et débrouillard
- Être à l'aise de discuter de sujets tels que la sexualité, l'utilisation de drogues par injection, les ITSS et d'autres traumatismes/difficultés auxquels les personnes vivant avec le VIH sont confrontées.

FORMATION(S) OFFERTE(S) PAR L'ORGANISME

Formation offerte par l'organisme : formation complémentaire offerte au besoin.

DROIT ET SOINS DE SANTÉ (DSS) – PROJET INTERNE

Droit de la santé

Étudiant·es

Travail à distance et en présentiel lors des ateliers au sein des organismes

3 à 5 heures Flexible

Contact avec les usager·ères

Projet conjoint avec l'UdeM et McGill

LE PROJET : REPÈRES – DROIT ET SOINS DE SANTÉ

Le projet Repères - Droit et soins de santé vise à améliorer l'accès à la justice en matière de santé par la vulgarisation juridique et le développement d'outils pratiques destinés aux organismes communautaires, aux intervenant·es et aux personnes usagères du système de santé.

Sous la supervision d'un avocat, les étudiant·es réaliseront des recherches juridiques, mettront à jour ou créeront des fiches d'information, des affiches, des guides et d'autres outils de vulgarisation portant notamment sur les droits des usager·ères, le consentement aux soins, la santé mentale, les mécanismes de plainte, la confidentialité des renseignements de santé, l'accès aux soins et d'autres enjeux liés au système de santé québécois. De plus, ils pourront contribuer à la préparation et à l'animation d'ateliers et de présentations destinés aux organismes partenaires. Les présentations porteront, notamment, sur les sujets de droit cités ci-haut. Par exemple, les étudiant·es pourraient être amené·es à informer des intervenant·es sur le parcours institutionnel en santé mentale et les droits des personnes qu'ils accompagnent.

Les tâches seront réparties entre les membres de l'équipe selon les besoins des partenaires et les intérêts des membres.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir suivi le *cours Droit des personnes et de la famille* (ou y être inscrit·e à la session d'automne) ou détenir toute expérience pertinente en lien avec le système de santé ou les enjeux de consentement aux soins.
- Avoir une bonne capacité de vulgarisation et faire preuve de pédagogie.

Atouts :

- Avoir suivi le cours de *Droit de la santé* (JUR6560) et/ou *Droit psychiatrique* (JUR6639).
- Bilinguisme.

INFORM'ELLE

Droit de la famille

Étudiant·es

3 heures - flexible

Travail à distance

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Inform'elle est un organisme à but non lucratif de la Montérégie dont la raison d'être est de rendre accessible et de vulgariser l'information juridique en droit de la famille. Ses services s'adressent à toute la population. L'action sociale d'Inform'elle vise l'autonomie des femmes de même que l'égalité des hommes et des femmes.

LE PROJET : CHRONIQUES EN DROIT DE LA FAMILLE

En équipe, les étudiant(e)s vont réviser de courts textes en droit familial ; lesquels ont été rédigés par des étudiant.es stagiaires des années précédentes, en vérifiant s'il n'y a pas de changement législatif. Parallèlement, les étudiant.es auront à rédiger de nouveaux textes toujours en lien avec le droit de la famille, et à partir des sujets proposés par Inform'elle. Suivant l'intérêt et la volonté des étudiant.es, ainsi que les besoins de l'organisme, un seul dossier peut être proposé pour une mise à jour ou révision du texte. Le dossier, qui peut être de 10 à 15 pages, a été rédigé par des étudiantes des années précédentes. Les dossiers seront accessibles sur le site d'Inform'elle après révision et validation par la notaire superviseure.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir suivi le cours *Droit des personnes et de la famille* (ou y être inscrit·e à la session d'automne)
- Avoir d'excellentes capacités de rédaction.
- Les étudiant·es voulant s'impliquer dans ce projet auront à soumettre un texte (il peut s'agir d'un extrait d'un texte rédigé dans le cadre d'un cours de droit). Ce texte accompagnera leur application.

FORMATION(S) OFFERTE(S) PAR L'ORGANISME

Les bénévoles devront explorer le site internet d'Inform'elle afin de regarder et vérifier ce qui a déjà été rédigé, à quoi ressemblent les chroniques, etc. (www.informelle.org)

JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL

Domaines de droit variés.

Étudiant·es

3 heures flexible

Projet conjoint avec UdeM et McGill

Travail à distance, mais les étudiant·es pourront participer aux rencontres du CRL

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Le Jeune Barreau de Montréal (JBM) est un organisme à but non lucratif fondé en 1898 et regroupant les avocat·es de 10 ans et moins de pratique inscrit·es à la section de Montréal du Barreau du Québec. Sa mission est double. 1) défendre et promouvoir les intérêts de ses membres 2) fournir de façon bénévole des services de consultation et d'information juridique auprès de différents segments de la population et organise des activités de bienfaisance. Dans l'ensemble, il vise à améliorer l'accessibilité à la justice et à contribuer au bien-être collectif.

LE PROJET : AIDE À LA RECHERCHE ET À LA RÉDACTION DE BILLET SUR LE BLOGUE DU CRL

En collaboration avec le Comité Recherche et législation (CRL) du Jeune Barreau de Montréal (JBM), les étudiant·es auront l'occasion d'assister aux rencontres du CRL et d'aider les avocats bénévoles dans la recherche et la rédaction d'articles pour le Blogue du CRL, notamment aider à la rédaction de la section « décisions essentielles » et participer à la veille jurisprudentielle. Finalement, l'étudiant·e aidera les bénévoles à la « vulgarisation » de décisions et d'arrêts. Ce projet leur permettra de développer leur capacité d'analyse et compétences rédactionnelles pour les justiciables en plus de leur offrir une vitrine intéressante pour la publication de leurs articles.

Les étudiant·es assistent aux rencontres du Comité Recherche et législation. Les étudiant.es s'entendent avec l'avocat·e responsable sur le sujet dont il sera question pour la recherche et la rédaction du billet pour le Blogue du CRL. L'étudiant·e sera invité·e à rédiger un projet de texte qui sera révisé par l'avocat·e responsable. Si l'étudiant·e rédige un article sur des décisions essentielles, il sera appelé à rédiger beaucoup moins d'articles puisque ce type d'article nécessite beaucoup plus de recherches, beaucoup plus de lecture et un travail de rédaction plus complexe. Les articles qui visent à résumer un seul jugement récent sont moins complexes et ne nécessitent pas de recherche. Toutefois, les mentors sont avisés que les étudiant·es doivent faire 3h par semaine de travail. Aucun sujet politique ne pourra être abordé par les étudiant·es EPBC.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir complété la première année du baccalauréat en droit.
- Les étudiant·es voulant s'impliquer dans ce projet auront à soumettre un texte juridique de 500 mots (il peut s'agir d'un extrait d'un texte rédigé dans le cadre d'un cours de droit).

FORMATION(S) OFFERTE(S) PAR L'ORGANISME

Une formation concernant les exigences en matière de rédaction et de structure d'articles pour le blogue sera organisée virtuellement.

JURISTES À DOMICILE

Domaines du droit variés (droit du logement, familial, civil général)

Étudiant·e

3 à 5 heures - Fixe selon les disponibilités

Contact avec les usager·ères

Projet conjoint avec l'UdeM

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

L'organisme rencontre des individus pour fournir de l'information gratuite. Quand les personnes ont besoin d'un accompagnement, l'organisme favorise l'accès à des avocats à moindres coûts. Juristes à Domicile a une clientèle diversifiée, mais vise particulièrement les personnes vulnérables, notamment les personnes à mobilité réduite ou âgées, ou celles qui ne peuvent se déplacer au bureau. L'organisme travaille sur tous les domaines de droit, sauf le domaine fiscal.

LE PROJET : JURISTES À DOMICILE

Les étudiant.es seront appelé·es à accompagner les juristes lors des rencontres avec les personnes desservies par l'organisme, notamment en procédant à l'ouverture de leur dossier, en effectuant la collecte d'informations pertinentes, et en effectuant les recherches juridiques nécessaires pour pouvoir répondre à leurs questions. Dans le cadre du projet de la Roulotte Juridique, les étudiant.es pourront accompagner les juristes lors des déplacements de la Roulotte à travers le Québec, en soutenant l'organisation des consultations individuelles et confidentielles ainsi que des conférences et ateliers d'information juridique.

Les étudiant.es pourront également assister les juristes lors des consultations téléphoniques offertes tous les mercredis, de 9h00 à 17h00, notamment en effectuant la recherche nécessaire pour répondre aux questions soulevées par les personnes qui contactent l'organisme.

Bien que le service direct aux clients soit priorisé, s'il reste du temps dans la semaine, les bénévoles seront appelés à rédiger des capsules d'information juridique (ex : capsule sur le droit du logement en lien avec les aînés) qui seront publiées sur le site web de l'organisme. Il n'y a pas de minimum ou de maximum de capsules à rédiger. Cela constituera une seconde partie du projet, au cas où les étudiant·es bénéficieraient de temps supplémentaire en dehors de l'accueil des client·es, de la recherche et de la prestation de services.

Les bénévoles qui ont une bonne habileté de rédaction et qui démontrent un intérêt marqué pour un domaine de droit en particulier pourront aider à rédiger des documents juridiques, tels que des mises en demeure. Le soutien de rédaction offert par les étudiants sera purement de nature informationnelle et à aucun moment ils seront demandés de fournir un avis juridique ni de décider le contenu/message de telles lettres. Tout matériel rédigé à usage interne ou externe sera révisé et approuvé par l'avocate superviseure.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigence :

- Avoir complété la première année de droit.
- Flexibilité

Atouts :

- Bilinguisme.

FORMATION(S) OFFERTE(S)

Formation offerte par EPBC-UQÀM : Pratique en contexte sociojuridique – 7 octobre 2026 de 12h40 à 13h50.

LAKAY – CHEZ NOUS

Droit de la personne

Étudiant·es

Travail à distance, avec possibilité de se déplacer à l'organisme

5 heures
Flexible

Contact avec les usager·ères

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Lakay est un OBNL qui a pour objectif de promouvoir le multiculturalisme. Il compte aussi sensibiliser et motiver la population multiethnique sur les enjeux de la société Canado Québécoise. Lakay a organisé au cours des 10 dernières années des festivals, conférences, débats électoraux, carnavals et émissions de télévision. Lakay mène de nombreuses actions pour documenter, dénoncer et se mobiliser contre le profilage racial.

LE PROJET : DROIT ET PROFILAGE

Le projet vise à aider l'organisme à répondre aux besoins de la communauté culturelle de Lanaudière en accompagnant les usager·ères dans le dépôt de leurs plaintes auprès de commissions de droit de la personne, en matière de profilage racial.

Sous la supervision de l'avocate superviseure et des employés de l'organisme, les bénévoles accueilleront et écouteront les besoins des usager·ères, afin de bien saisir leurs problèmes ou la situation. Ensuite, des recherches pourront être effectuées et les bénévoles aideront la clientèle à formuler et comprendre leurs plaintes (vérifiées par l'avocate superviseure) et à les déposer auprès de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, ainsi que le Comité de déontologie policière. Les étudiant.es pourraient aussi être amené.es à préparer des conférences sur le sujet ou même à accompagner l'organisme devant les Tribunaux pour observer les audiences (à déterminer au cours du placement).

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Être en 2e ou 3e année
- Partager les valeurs de l'organisme.
- Rigueur et autonomie.

Atouts :

- Avoir suivi le cours *Droits et libertés de la personne ou/et Droit et profilage racial*

FORMATION(S) OFFERTE(S)

Formation offerte par l'organisme : formation de base sur le fonctionnement de l'organisme ainsi que leurs logiciels.

Formation offerte par EPBC-UQÀM : Pratique en contexte sociojuridique – mercredi 7 octobre 2026 de 12h40 à 13h50

ORGANISATION POPULAIRE DES DROITS SOCIAUX (OPDS)

Droit social (Aide sociale et chômage)

Étudiant·es

Travail à distance

3 à 5 heures
Flexible

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

L'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS) est une organisation de défense des droits des personnes à l'aide sociale. Elle a pour mission de permettre d'améliorer nos conditions de vie par la compréhension des causes de notre appauvrissement et par l'action sur celles-ci. Pour accomplir sa mission, l'OPDS offre un espace d'accueil, d'écoute, d'échanges et de débats qui stimule et mobilise afin de défendre nos droits. De plus, l'OPDS est gérée par ses militantes aussi bien sur le plan de son fonctionnement que sur la détermination de ses priorités de lutte. Ce qui fait l'OPDS, c'est l'implication de ses membres !

LE PROJET : VIGIE JURIDIQUE – DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Le projet se décline en deux axes : la vigie juridique et la création d'outils vulgarisés. Les étudiant·es effectueront le travail en équipe. Le premier volet consiste à effectuer une veille juridique continue en matière d'aide sociale afin de constituer une banque d'information juridique et jurisprudentielle. Cette veille comprendra notamment la recherche et l'analyse de la jurisprudence pertinente, l'identification de modifications législatives, de règlements, de décrets et de toute autre évolution du cadre juridique applicable aux programmes d'aide sociale.

Le deuxième volet consiste à mettre à jour des fiches de vulgarisation juridique sur des thèmes et dossiers déjà abordés par l'organisme ainsi qu'à en améliorer la présentation visuelle afin de favoriser leur accessibilité et leur diffusion.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- L'étudiant·e doit avoir suivi OU être inscrit·e au cours Droit social (JUR2526) au moment de débuter le projet.
- Aisance en recherche, vulgarisation et rédaction juridique.
- Autonomie

Atouts :

- Avoir complété OU être inscrit·e au cours *Régime d'indemnisation du chômage et de dernier recours* (JUR6517)

FORMATION(S) OFFERTE(S) PAR L'ORGANISME

Formation offerte par l'organisme : une formation complémentaire offerte au besoin.

LE PIAMP

Droit criminel et pénal

Étudiant·es

Travail à distance

3 à 5 heures
Flexible

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

L'organisme existe depuis 1982. Sa mission est d'offrir un lieu sécuritaire aux jeunes qui échangent des services sexuels contre toute forme de rémunération ou qui sont susceptibles de le faire, en leur donnant un pouvoir décisionnel dans l'organisme. Nos valeurs sont « l'empowerment », la justice sociale, l'autonomie des individus et des communautés, et l'action communautaire. L'intervention psychosociale que nous offrons aux jeunes se fait dans une approche globale et anti-oppressive. Elle est individuelle, de groupe et communautaire, selon les besoins et les intérêts des jeunes.

LE PROJET : DROIT ET INTERVENTION : REPÈRES POUR LA PRATIQUE

À partir des besoins liés au travail de l'équipe d'intervention et en continuité avec le projet de recherche amorcé la session dernière, les étudiant·es réaliseront une recherche juridique portant notamment sur les limites juridiques de l'intervention, le fonctionnement du système de justice et le cadre juridique applicable au travail du sexe. Les étudiant·es prépareront une formation introductive permettant de présenter les principaux concepts juridiques pertinents au travail de l'organisme. Les étudiant·es produiront un court guide de référence destiné à l'équipe d'intervention pour appuyer leur présentation.

En renforçant les connaissances juridiques des intervenant·es, le projet vise à favoriser une meilleure identification des enjeux juridiques qui pourraient être vécus (accusations criminelles, constat d'infraction, etc.) par les usager·ères, à faciliter le référencement vers les ressources appropriées et à améliorer l'accès à une information juridique fiable pour une population faisant face à des obstacles importants en matière d'accès à la justice.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Être en 2e ou 3e année ou avoir une expérience pertinente
- Avoir de bonnes habiletés de recherche et de rédaction.
- Partager les valeurs de l'organisme.

Atouts :

- Cours *de Méthodologie de la recherche juridique I* et *Droit pénal*

PROGRAMME ALLÔ – SERVICE LOGEMENT

Droit du logement

Étudiant·es

Travail à distance

3 à 5 heures
Flexible

PRÉSENTATION DU SERVICE

Les services à la vie étudiante offrent un service d'accompagnement et d'aide à la recherche de logement à l'ensemble de la communauté étudiante. Les services visent, entre autres, à mettre à disposition de supports pour faciliter la recherche de logement, offrir de l'information sur les démarches à suivre en cas de non-respect des droits et intervenir rapidement pour fournir des solutions temporaires et un soutien en situations critiques liées à l'hébergement

LE PROJET : LOGEMENT ÉTUDIANT : CONNAÎTRE SES DROITS

Afin de soutenir le travail du Programme Allô, la personne bénévole contribuera au développement d'outils d'information juridique vulgarisés et accessibles qui portent sur les droits et obligations des locataires ainsi que sur les recours qui leur sont offerts. Les livrables pourront notamment prendre la forme de fiches d'information, d'affiches, de dépliants ou d'autres outils de vulgarisation destinés à répondre aux besoins de la communauté étudiante. Selon les besoins qui émergeront au cours du projet et l'aisance de l'étudiant·e bénévole, les recherches réalisées pourraient également être adaptées sous forme d'ateliers ou de présentations destinés à la communauté étudiante.

Si le temps le permet, l'étudiant·e pourra réaliser une recherche exploratoire portant sur le cadre juridique entourant l'hébergement temporaire d'une personne à son domicile, lorsque cette situation ne relève pas d'un contrat de location. Les résultats de cette recherche pourront alimenter la réflexion du Programme quant au développement éventuel de nouveaux projets.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir complété une session en droit
- Avoir de bonnes habiletés de recherche et de rédaction.

Atouts :

- *Droit du logement* (JUR6546)
- Bilinguisme.

REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Droit et libertés de la personne, Droit municipal

Étudiant·e

3 heures - flexible

Travail à distance (sauf présentation)

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

RAAMM
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain

Le Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain (RAAMM) poursuit un objectif ambitieux, mais essentiel : l'amélioration des conditions de vie des personnes aveugles et malvoyantes afin d'atteindre leur pleine et entière participation sociale. L'organisme a comme mission de contribuer à bâtir une société universellement accessible et inclusive où les personnes ayant une limitation visuelle pourront s'accomplir et s'engager activement.

LE PROJET : MOBILITÉ URBAINE ET DROITS DES PERSONNES AVEUGLES ET AMBLYOPES

Ce projet vise à réaliser une recherche jurisprudentielle portant sur les décisions canadiennes relatives aux pratiques d'aménagement de la mobilité urbaine et aux cadres réglementaires qui les encadrent. La personne étudiante recensera les décisions traitant des effets que certains choix d'aménagement ou règlements municipaux peuvent avoir sur les déplacements et l'accessibilité des personnes en situation de handicap, particulièrement des personnes aveugles ou malvoyantes. Dans ses recherches, l'étudiant·e portera une attention particulière aux litiges mettant en cause les droits des personnes en situation de handicap. À partir de cette recherche, elle produira un document synthèse présentant les décisions clés, les éléments pertinents et les principes juridiques qui s'en dégagent. Le livrable prendra la forme de ce document synthèse ainsi que d'une présentation des résultats à l'équipe de l'organisme.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir complété un cours parmi les suivants : *Droit administratif* (JUR2531) ou *Droits et libertés de la personne* (JUR4520)
- Être un·e étudiant·e de deuxième ou troisième année

Atouts :

- Avoir suivi le cours *Méthodologie de la recherche juridique*

REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)

Droit du logement

Étudiant·es

Travail à distance

5 heures
Flexible

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Le RCLALQ se donne comme mandat principal de promouvoir le droit au logement et d'être un porte-parole politique pour les locataires, en particulier pour les ménages locataires à faible revenu.

LE PROJET : RÉVISION DU DROIT AU LOGEMENT AU QUÉBEC

Le RCLALQ souhaite mettre en branle une démarche de type « États généraux du droit au logement » afin d'amorcer une réflexion sur les réformes en profondeur du cadre juridique québécois. Les étudiant·es réaliseront un portrait des principales réformes proposées au cours des dernières années, compareront certains modèles étrangers avec le cadre québécois et exploreront différentes pistes de réforme. Le livrable final prendra la forme d'un document de réflexion comprenant des notes analytiques et une proposition de feuille de route, destiné à outiller le RCLALQ, ses membres et ses partenaires.

En résumé, le travail sera principalement composé de recherche doctrinale et juridique, de droit comparé et de rédaction analytique

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigence :

- Avoir suivi le cours de *Droit du logemen*t (JUR6546) ou y être inscrit·e ou détenir toute expérience pertinente en droit du logement. (Au moins un·e des deux étudiant·es doit avoir suivi le cours de droit du logement).

FORMATION(S) OFFERTE(S) PAR L'ORGANISME

Le RCLALQ peut offrir plusieurs formations sur le droit du logement (elles sont toutes enregistrées).

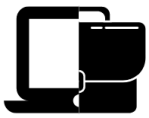
SERVICE D'ENTRAIDE PASSERELLE

Droit de la famille

Étudiant**es**

3 à 5 heures - flexible

Contact avec les usager·ères



Travail à distance et au sein de l'organisme

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

Le Service d'Entraide Passerelle est un organisme communautaire Famille qui offre écoute, information et entraide à toutes les femmes (cisgenres et trans) de la grande région montréalaise vivant des difficultés et-ou de la violence et-ou du contrôle coercitif en lien avec la rupture amoureuse, la séparation ou le divorce quelle que soit leur origine, orientation, condition ou statut.

LE PROJET : ATELIERS EN DROIT DE LA FAMILLE

Ce projet vise à offrir de l'information juridique vulgarisée aux usagères de l'organisme par la création et l'animation d'ateliers. Les ateliers porteront sur différentes thématiques liées au droit de la famille, plus particulièrement sur les enjeux juridiques susceptibles de survenir dans un contexte de séparation ou de divorce, tels que la garde des enfants, les responsabilités parentales et les démarches judiciaires entourant une telle situation. Ce projet permettra aux participantes de mieux comprendre le cadre juridique québécois et les ressources juridiques à leur disposition.

Si le temps le permet et selon les besoins de l'organisme, les étudiantes pourraient être amenées à développer des outils d'information juridique, tels que des pamphlets et de courtes fiches d'information juridique.

EXIGENCE(S) ET ATOUT(S)

Exigences :

- Avoir complété le *cours Droit des personnes et de la famille* (JUR2523) ou y être inscrit·e à la session d'automne.
- Réservé aux personnes ne s'identifiant pas comme « homme »

Atouts :

- Valeurs concordantes avec celles de l'organisme
- Être à l'aise à prendre la parole devant un groupe

FORMATION(S)

Formation offerte par EPBC-UQÀM *: Pratique en contexte sociojuridique* – mercredi 7 octobre de 12h40 à 13h50.

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Pro Bono UQAM est reconnaissant du soutien que nous recevons de nos bailleurs de fonds et de nos partenaires. Merci de participer à notre mission !